

# INFORMATIONS CNS : PROJETS ET TRAVAUX DE CE TRIMESTRE

*Réunion de la*

*CRSA de la Réunion*



# Sommaire

## 1. **Mesure 32 Ségur de la Santé : les étapes avant le décret**

- *Etape 1: Pour un renforcement effectif et durable de la démocratie en santé*
- *Etape 2: La Mesure 32 du Ségur de la Santé se décline en 3 sous mesures*

## 2. **Projet de rapport 2021 de la CNS des Droits des Usagers**

## 3. **Projet d'avis de la CNS : « *Le secteur médico-social à l'épreuve de la crise de la covid-19* »**

## 4. **Sujets de l'Assemblée Plénière de la CNS du 07 avril 2021**

- *Travaux CNS en cours*

## Mesure 32 Ségur de la Santé : les étapes avant le décret

Etape 1: Pour un renforcement effectif et durable de la démocratie en santé »

*C'était en lien avec les retours d'expériences et propositions avec toutes les CRSA pour la mise en œuvre de la mesure 32 du Ségur de la santé (Contributions).*

### MESURE 32

## RENFORCER LES MISSIONS ET L'INDÉPENDANCE DES CONFÉRENCES RÉGIONALES DE LA SANTÉ ET DE L'AUTONOMIE (CRSA) AFIN D'EN FAIRE DES VÉRITABLES « PARLEMENTS DE SANTÉ »

- Renforcer l'autonomie des Conférences régionales de santé et de l'autonomie (CRSA) en les dotant de moyens de travail et d'organisation en propre.
- Revoir le décret relatif aux missions, à l'organisation et à la gestion des CRSA afin d'étendre leur capacité de consultation et mieux les articuler avec les autres instances de la démocratie sanitaire dans les territoires.
- Inscrire dans les textes relatifs à la CRSA le principe de leur consultation aux décisions prises pendant les périodes de crises sanitaires.

## **Etape 2: La Mesure 32 du Ségur de la Santé se décline en 3 sous mesures**

La mesure 32 du SEGUR de la santé se décline en trois sous-mesures :



**Pistes de réflexion identifiées avec les ARS dans le cadre du premier « sprint »**

### **Sous mesure 1 : renforcer l'autonomie des CRSA**

- identifier les moyens à mettre à disposition du président : RH, outils, budget ?
- quelles modalités sachant que les CRSA n'ont pas de personnalité juridique (ex : droit de tirage ?)
- accompagnement méthodologique (ex : consultations citoyennes)/ formation des membres ?

### **Sous mesure 2 : révision des missions**

- la CRSA reste une instance consultative- d'autres instances ont vocation décisionnelle : pas de mélange des genres
- les missions sont déjà larges : comment inciter les CRSA à s'en emparer ?
- quelles nouvelles missions possibles ?

### **Sous mesure 3 : consultation des CRSA en période de crise**

- consultation des CRSA inscrite dans les textes
- quel rôle de la CRSA en termes de relais des CDU/conseils de vie sociale
- quelle articulation avec les CTS

## **Projet de rapport 2021 de la CNS des Droits des Usagers**

**Le nouveau rapport sera particulier et axé sur l'évaluation *du respect des droits des usagers du système de santé en période de crise sanitaire de la Covid-19.***

L'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire du SARS-CoV2 qui a mis à rude épreuve le système de santé français.

Nous avons répondu au **questionnaire pour le 2<sup>nd</sup> appel à contributions permettant d'étayer le rapport (*regard ultramarins*)**.

### **PLAN de travail :**

**Axe 1 : Les droits des personnes malades et des usagers du système de santé**

**Axe 2 : Egalité d'accès aux soins Axe 3 . Qualité des prises en charge et accompagnement (**

**Axe 4 : Fonctionnement des instances de démocratie en santé**

**Axe 5 : Gouvernance et pilotage de crises sanitaires**

**Réécriture et relecture sur les outils numériques et la téléconsultation (**



## Méthodologie

La Conférence nationale de santé (CNS) est une instance consultative de démocratie en santé, placée auprès du ministre chargé de la santé<sup>1</sup>, réunissant une très large représentation (96 membres titulaires avec voix délibératives et 96 suppléants) des parties prenantes du système de santé et de toutes les régions (dont 5 Outremers) de notre pays. En s'appuyant sur ce large éventail d'acteurs, la CNS a pour missions de permettre la concertation sur les questions de santé, d'évaluer le respect des droits des usagers du système de santé et de contribuer à l'organisation du débat public sur les questions de santé. Elle formule alors tout avis ou proposition visant à améliorer le système de santé.

Plus largement, s'est imposé le besoin d'observer tout au long de la crise sanitaire le respect des droits des usagers et les conditions d'exercice des professionnels. Cette mission est, d'ailleurs, conforme à celle confiée par l'article L. 1411-3 du code de la santé publique (CSP) au groupe de travail permanent spécialisé dans le domaine des droits des usagers (GTPDU) :



*« Un groupe de travail permanent spécialisé dans le domaine des droits des usagers du système de santé est chargé de l'élaboration d'un rapport annuel spécifique sur l'évaluation des conditions dans lesquelles sont appliqués et respectés les droits des usagers du système de santé, de l'égalité d'accès aux services de santé et de la qualité des prises en charge dans les domaines sanitaires et médico-social ».*



Dans le cadre de la crise de la Covid-19, le souhait a été exprimé d'associer plus largement l'ensemble des membres de la CNS aux travaux du groupe de travail. C'est pour ces raisons que la Commission permanente de la CNS a décidé, le 02 avril 2020, de la création d'un Groupe de travail spécifique à la Covid-19 (« GT COVID-19 »), conformément à l'article D. 1411-42 du code de la santé publique<sup>2</sup>. Ce groupe, composé d'une à deux personnes membres représentant chacun des 5 collèges de la CNS<sup>3</sup>, s'est réuni à huit reprises entre le 17 avril 2020 et le 5 juin 2020.

C'est dans ce cadre et au vu du défi majeur en lien avec la Covid-19, qu'un appel à contributions (Table 1) a été lancé conjointement, en mars, par la CNS auprès de ses membres, puis un autre, en mai, plus ouvert conjointement avec la

## **Projet d'avis de la CNS : « Le secteur médico-social à l'épreuve de la crise de la covid-19 »**

### **Rappel du Contexte :**

- *Depuis bien avant la crise, les secteurs sanitaire, médico-social et social ont été fragilisés par de fortes contraintes budgétaires, des mesures d'économies et des restructurations répétées. Ces évolutions ont entraîné une diminution des investissements et des retards dans les renouvellements d'équipements. Les rémunérations sont passées sous la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de la moyenne nationale des salaires, tandis que l'évolution des effectifs n'a pas suivi la hausse de l'activité et des charges de travail. Il en est résulté une perte d'attractivité pour les métiers du soin et de l'accompagnement. Cette situation a progressivement affecté aussi bien les établissements que le soin et l'accompagnement à domicile...*
- **Au départ c'était une auto-saisine de la CNS puis nous avons eu une saisine du Ministre de la Santé. Un travail long mais important car la place du médico-social dans le parcours de soins est essentielle.**
- **La CNS a formulé des recommandations qui, pour l'essentiel, ne sont, ni originales, ni nouvelles, mais elle les a restituées dans le cadre de la crise sanitaire, dont l'ampleur et la durée sont inédites.**
- *Validation de l'avis et retour du Ministre O. VERAN (Cf. site du ministère).*

## Sujets de l'Assemblée Plénière de la CNS du 07 avril 2021

Les points forts de l'ordre du jour ont été :

1. Présentation de l'avis de la CNS « Vaccination et réduction des inégalités de santé » adopté en urgence par la CP le 17 février 2021.
2. Débat et vote sur le projet d'avis « *Le secteur médico-social à l'épreuve de la crise sanitaire de la covid-19* » (cf. document envoyé par mail).
3. **Présentation des travaux de rédaction du projet de rapport annuel** sur le respect des droits des usagers en période de crise de la Covid-19
4. Point sur les **travaux du Comité de Contrôle et de Liaison (CCL)-Covid-19**



# Travaux CNS en cours



1. Retour sur les échanges avec le Conseil scientifique du 02 avril 2021 sur la vaccination (*P. Jean François DELFRAISSY, Président du Comité Consultatif National d’Ethique* ).
2. **Projet de contribution sur le domicile en réponse** à l’enquête de la Cour des comptes sur les soins à domicile (cf. projet préparé par le GTPDU du 06 avril ci-joint).
3. **Travaux de rédaction du projet de rapport annuel sur l’évaluation** du respect des droits des usagers en santé à l’épreuve de la crise de la Covid19.